

SHORT NEWS

L'ICIJ devient vraiment indépendant

(lc) - L'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ), groupement de plus de 190 journalistes provenant de 65 pays différents à l'origine de Luxleaks, des Panama Papers et de bien d'autres révélations encore sera indépendant sous peu. En effet, jusqu'ici le consortium bénéficiait du soutien du Center for Public Integrity - une organisation fondée en 1989, qui se veut un « watchdog » de la vie publique américaine. Il sera donc encore plus difficile pour ses détracteurs d'accuser l'ICIJ de partialité quand les révélations ne leur plaisent pas.

L'IHTP a vraiment été fondé

(lc) - L'Institut d'histoire du temps présent vient donc officiellement de voir le jour. Lors d'une conférence de presse lundi dernier, l'institut, qui avait quelques difficultés au démarrage - le dossier est passé de la Culture à l'Enseignement supérieur notamment, puis pas moins de quatre instituts ont fermé pour sa création -, a présenté son nouveau logo et son nouveau sigle (C2DH - Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History). Comme le nom l'indique, c'est l'élément numérique qui prime - et qui est surtout politiquement voulu. Pour l'instant, quelques CDI sont à pourvoir, donc le panier de crabes devrait encore remuer pour un petit moment.

Mineurs isolés : 39 « disparitions »

(da) - 39. Voilà le nombre de réfugiés mineurs non accompagnés ayant disparu après avoir atteint le Luxembourg. C'est ce qu'explique le ministère des Affaires étrangères dans sa réponse à une question parlementaire signée Martine Mergen (CSV). En tout, 83 mineurs auraient introduit une demande de protection internationale entre le 1er janvier et le 30 septembre 2016. En 2015, ils auraient été 103, contre 31 en 2014 - on assisterait donc à une nette recrudescence des arrivées. Parmi les 83 arrivés en 2016, quasiment la moitié aurait donc disparu : 37 directement après avoir présenté leur demande et deux seulement après l'introduction de leur demande. Pas de panique pourtant, explique le ministère : « On peut légitimement penser que le Luxembourg est, pour ceux qui disparaissent rapidement, un pays de transit, de passage, pour continuer vers un autre État membre. » Le règlement Dublin - qui prévoit le traitement de la demande d'asile d'une personne dans le premier État européen dont elle a foulé le sol - ne s'appliquant pas aux mineurs non accompagnés, se déclarer mineur présenterait un certain intérêt pour les personnes concernées. Pour le ministère, il existe de « sérieux doutes » quant à la minorité de ceux qui ont disparu.

Biotopes : compensation = marchandisation

(lm) - Exiger une indemnisation financière des promoteurs qui détruisent des biotopes est-il inconstitutionnel ? C'est le soupçon qu'a formulé le duo de choc des questions parlementaires Adehm-Roth, se référant au mécanisme de compensation explicité dans la réforme de la loi sur l'environnement et qui serait déjà appliqué. « Fausse allégation », réplique la ministre Carole Dieschbourg : il ne s'agirait pas de rétributions hors impôts, interdites par la Constitution. Les compensations exigées seraient toujours matérielles et non financières, quitte à ce que le promoteur ait recours au service d'un tiers. Même quand ce tiers est l'État mettant à disposition un pool de mesures compensatoires, cela relèverait du droit privé. Hélas, en renvoyant ainsi à l'école les député-e-s CSV, la ministre révèle un peu plus la véritable nature du mécanisme de compensation, déjà perceptible lors de sa présentation (woxx 1382). Elle chante en effet les louanges de la « quantification systématique de la valeur écologique » et se félicite que « la plupart des demandes de destruction de biotopes (...) comportent d'office un calcul [de cette valeur] ». De surcroît, on découvre que l'effet dissuasif de ce mécanisme est faible, puisque les coûts de la compensation représentent moins d'un pour cent du prix final de l'objet construit.

AKTUELL

JUSTICE FISCALE

Plan de sortie des niches

Luc Caregari

Il n'a pas fait la une des journaux, mais tout de même : le commissaire européen aux affaires économiques, Pierre Moscovici, a présenté un plan de réforme de la fiscalité des entreprises - qui ne devrait pas faire trop d'heureux au grand-duché.

D'emblée, le message est clair : « Ceci est une réforme probusiness et anti-évasion fiscale », explique Pierre Moscovici dans une petite vidéo sur son blog personnel. Surtout ne pas faire croire que la Commission européenne serait devenue une grande défenseuse des droits de ses citoyens contre les intérêts des grandes multinationales. Non, c'est au commissaire socialiste qu'a échoué la lourde tâche de tenter l'impossible : rendre la fiscalité des multinationales plus juste, tout en ne les heurtant pas. S'y ajoute la difficulté de rassembler 28 (voire bientôt 27) États membres autour d'une table pour parler d'un sujet que chacun préfère garder sous la chape de sa souveraineté nationale. Car depuis les travaux de la commission d'enquête spéciale « taxe » du Parlement européen, on sait que les discussions du « Group of Conduct » - le cercle des ministres des Finances où on discute la fiscalité - ne sont pas pour rien menées dans le plus grand secret : ça bloque de partout et surtout de la part des paradis fiscaux, les pays du Benelux et l'Irlande en tête.

La Commission en reste au conditionnel

Pour pallier cette situation, la Commission européenne propose donc le programme de réformes « Accis » (pour « assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés »). L'Accis va - si elle est acceptée telle quelle - changer la donne : pour les multinationales opérant dans l'espace européen, il n'y aura qu'une seule assiette fiscale réglée uniformément. Ainsi, chaque entreprise ne déposera à l'avenir qu'une seule déclaration fiscale à une seule administration fiscale. Autre changement de règle très intéressant pour les multinationales : elles pourront compenser leurs déficits réalisés dans un État membre avec les bénéfices réalisés dans un autre État de l'Union eu-

ropéenne. Quant à l'efficacité de l'Accis dans le cadre de la justice fiscale, la Commission préfère en rester au conditionnel : « L'Accis pourrait également constituer un instrument de lutte puissant contre l'évasion fiscale. Des règles communes pour l'imposition des sociétés dans l'Union permettront d'éliminer les failles et les asymétries que comportent actuellement les cadres régissant l'impôt sur les sociétés et qui sont autant de portes ouvertes pour la planification fiscale agressive. Elles renforceront la transparence et réduiront la concurrence fiscale dommageable. »



En d'autres mots, les entreprises perdront des niches fiscales en échange d'une meilleure transparence, de moins de bureaucratie et de plus de stabilité. Le « Group of Conduct » ne sera plus nécessaire, puisqu'il n'y aura plus rien à discuter. Pourtant, la Commission européenne n'a pas réussi à convaincre les ONG. Ainsi, Eurodad (spécialisée dans la lutte pour une justice fiscale plus efficace) ne croit pas que l'Accis va amener la fin des niches fiscales. Au contraire, en mettant en avant d'abord de nouvelles règles communes avant de consolider l'assiette fiscale, la Commission créerait de nouvelles niches, estime Tove Maria Ryding, représentante de l'ONG, dans une interview à Euranet Plus.

Mais Eurodad n'est pas la seule à voir l'Accis d'un œil critique. La place financière et l'État luxembourgeois sont tout sauf ravis, car selon une première étude d'impact, les réformes de Moscovici pourraient créer un trou pouvant atteindre 500 millions d'euros dans les recettes fiscales. Il est donc clair que le grand-duché ne va pas se montrer très coopératif sur le dossier Accis, et pourrait même le bloquer. Pas de quoi se réjouir, même avant que les négociations ne commencent vraiment.